

## **Opération Robin des bois à Bercy**

**Rassemblement des papetiers de Crèvecœur devant le Ministère de l'économie pour défendre l'emploi et la « souveraineté » de l'administration française.**

Ce mercredi 27 février, les salarié·e·s de Jouy-sur-Morin s'étaient donné·e·s rendez-vous devant le Ministère de l'économie à Bercy afin d'interpeller une nouvelle fois le Ministre Bruno Le Maire sur la situation de la papeterie de Crèvecœur.

Après avoir distribué des billets de banque factices (mais imprimés sur du vrai « papier billet ») et du papier sécurisé pour la fabrication des cartes grises aux automobilistes et aux passants, une délégation d'élus de l'entreprise accompagné du Secrétaire général de la Filpac-Cgt a été reçu par le Secrétaire général du Comité Interministériel du Redressement Industriel (CIRI), M. Louis Margueritte.

Devant un fonctionnaire qui a reconnu « s'être fait avoir » en validant la reprise de cette usine par Blue Motion Technologie, les élus ont exprimé leur désarroi face à l'attitude des pouvoirs publics qui n'ont toujours pas daigné répondre à leurs différentes interpellations et aux demandes qu'ils portent depuis plus de six semaines.

La délégation a réinsisté sur l'importance de garder sur le territoire français cette usine de haute technologie reconnue par tous qui fabrique des papiers de sécurité pour les banques centrales de dizaines de pays de par le monde et un certain nombre de documents administratifs pour le gouvernement français.

La Filpac a exigé que l'État prenne enfin ses responsabilités. En effet, comment peut-on laisser la fabrication de papiers sécurisés pour nos documents officiels à l'étranger et dans n'importe quelle condition sans perdre la crédibilité de la puissance publique et mettre en péril la sécurité du territoire français.

Dans ce contexte, pour la Filpac-Cgt, la seule solution à court terme est, à l'instar des chantiers navals de St Nazaire, de « nationaliser » provisoirement cette usine le temps de trouver un repreneur industriel fiable et conscient des responsabilités qui lui incombent.

Le Secrétaire général du CIRI a déclaré avoir entendu nos observations et nos exigences et qu'il les porterait aux décideurs politiques du Ministère de l'économie et des services du Premier Ministre.

En tout état de cause, un rendez-vous est d'ores et déjà programmé le 7 mars prochain au Ministère de l'économie afin recevoir des réponses concrètes aux éléments débattus ce jour.

Montreuil, le 27 février 2019